Département de l’Yonne

Arrondissement de Sens

# Mairie de Nailly

89100 Nailly

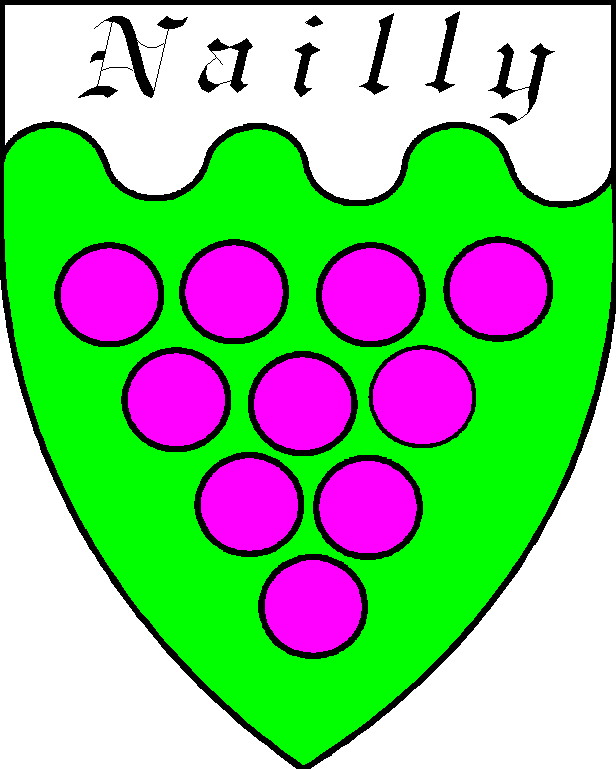
Téléphone : 03.86.97.04.73

Fax : 03.86.97.05.81

Mél : mairie@nailly.com

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité



**COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DU 15 OCTOBRE 2018**

L'an deux mil dix huit, le quinze octobre à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie sous la présidence de Madame Florence BARDOT, Maire.

Membres présents :

Mesdames : Judas - Goutelard - Mouroux - Bontems -

Messieurs : Montagne - Garcia - Maison - Coache - Dufresne - Regnard

Absents excusés : Mme Tellier

Pouvoir : Madame Oger à Madame BARDOT

Secrétaire de séance : Madame MOUROUX Corinne

**Budget commune :**

**Fixation de la durée d'amortissement des subventions d'équipement** :

Madame le Maire expose au Conseil Municipal que lorsque des travaux de réseaux sont réalisés, (inscription des dépenses au compte2041582 de la section d'investissement) le montant de la dépense doit être amorti selon une durée fixée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de fixer la durée d'amortissement à 5 ans.

**Décisions modificatives :**

Le Conseil Municipal décide des décisions modificatives suivantes :

CHAPITRE 67 : compte 673 (titres annulés sur exercice antérieur) : + 13 697€

CHAPITRE 65 : compte 65888 (charges diverses - autres) : - 13 697€

**Demande de subvention** :

Madame le Maire présente au Conseil Municipal une demande de subvention de l'association Culturelle et sportive de Nailly. La demande présentée n'étant pas conforme, le Conseil Municipal demande à cette association de représenter leur demande de subvention selon les règles en vigueur (cerfa n° 12156\*03).

**Inscription de dépenses au budget primitif 2019 : logiciel Mairie** :

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que les logiciels de la Mairie doivent être remplacés, leur maintenance n'étant plus assurée. Un devis a été établi par la Société JVS Mairistem.

Le Conseil Municipal accepte ce devis et demande que son montant soit inscrit au budget primitif 2019.

**Communauté de communes du Gâtinais :**

Transfert des pouvoirs de police spéciale de la circulation et du stationnement :

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le pouvoir de police spéciale de la circulation et du stationnement et celui de l'autorisation des taxis a été, en l'absence de l'opposition des Maires avant le 30 juin 2018, transféré au Président du Conseil communautaire au 1er juillet 2018.

Monsieur le Président de la Communauté de communes a transmis un courrier à Monsieur le Préfet pour indiquer que le Conseil Communautaire souhaite s'opposer à ce transfert et demander une dérogation permettant au Conseil Communautaire de ne pas exercer ce pouvoir.

Le Conseil Municipal propose de demander à Monsieur le Préfet d'accorder aux Maires des communes membres de la CCGB, par dérogation, un délai supplémentaire pour s'opposer au transfert de ces pouvoirs au Président de la Communauté de Communes, et que ce délai d'opposition de 6 mois soit reporté jusqu'au 31 décembre 2018.

Modifications statutaires :

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que les communautés de communes à fiscalité professionnelle unique bénéficiaient au 1er janvier 2018 de la bonification de leur DGF si elles exerçaient neuf des douze groupes de compétences fixés par l'article L5214-23-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L5214-23-1 modifié par la loi n°201-1837 du 30 décembre 2017, stipule qu'à compter du 1er janvier 2018, le nombre minimum de compétences à exercer est de huit sur les douze groupes de compétence pour bénéficier de cette bonification.

Madame le Maire informe les conseillers, qu'au regard des contraintes imposées sur la prise de compétence voirie, le Conseil Communautaire a décidé de restituer cette compétence aux communes.

L'article 5 des statuts de la CCGB sera donc modifié.

Approbation des conclusions du rapport de la CLECT :

Madame le Maire rappelle que le régime de la fiscalité professionnelle unique emporte transfert au profit de la Communauté de Communes, l'ensemble des prérogatives dévolues en matière d'établissement, de vote des taux et de perception du produit de la Cotisation Foncière des entreprises.

<<ce transfert induit, pour les communes membres, une perte de ressources fiscales liée à la perte de la fiscalité professionnelle communale, et qu'afin de compenser cette diminution de ressources communales, l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, prévoit le versement par les EPCI à fiscalité professionnelle unique, d'une attribution de compensation aux communes membres.

Il est précisé que le montant de cette attribution est égal au montant de la fiscalité professionnelle perçues par les communes l'année précédant l'adoption de la fiscalité professionnelle unique, minoré des charges transférées par les communes à la communauté de communes. Cette charge est évaluée par la Commission d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Madame le Maire présente donc le rapport adopté par la CLECT.

Le Conseil Municipal décide d'approuver les conclusions du rapport de la CLECT en date du 14 septembre 2018 et le montant des attributions de compensation définitives au titre de l'année 2018, et mandate Madame le Maire a effectuer toute démarche et à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Approbation du rapport du SPANC :

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le rapport de l'exercice 2017 sur le prix et la qualité du SPANC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver ce rapport.

Approbation du rapport annuel des OM :

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le rapport de l'exercice 2017 sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver ce rapport.

**Convention pour participation financière des communes extérieures à l'agglomération du Grand Sénonais** :

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que les communes extérieures à l'agglomération sénonaise peuvent faire bénéficier à leurs habitants, des tarifs de la communauté d'agglomération concernant l'enseignement artistique pluridisciplinaire. La différence entre les tarifs serait à la charge de la commune signataire de la convention.

Cet enseignement étant dispensé par l'école de musique de la communauté de communes du Gâtinais, le Conseil Municipal décide de ne pas accepter cette convention.

**Affaires diverses** :

Compteur LINKY :

Madame le Maire donne lecture du courrier d'un administré concernant l'installation future des compteurs LINKY et demandant au Conseil Municipal de prendre une délibération interdisant l'élimination des compteurs existants, notamment pour les personnes n'y étant pas favorables.

La commune n'étant pas propriétaire des réseaux, ne peut en aucun cas s'opposer à la pose de ces compteurs, ni interdire leur déploiement sur leur territoire. Les particuliers qui refusent la pose de ces compteurs seront soumis à un relevé "spécial" payant au moins une fois par an.

Le Maire,

Florence BARDOT.

**INFORMATION**

Commémoration du 11 novembre :

La population et les enfants sont invités à se joindre au Conseil Municipal et aux Anciens Combattants, pour commémorer, toutes générations confondues, l'armistice du 11 novembre 1918.

9H45 : rassemblement devant la salle des fêtes pour se rendre en cortège au monument aux morts

10H00 : Cérémonie au Monuments aux morts

Un pot amical sera offert à la population après la cérémonie.